

Les Fêtes à la croisée des chemins

GENÈVE • Les électeurs de la Ville devront se prononcer le 4 mars sur l'avenir des fameuses Fêtes de Genève, en départageant une initiative populaire et son contre-projet.

Organisées depuis 95 ans par l'Office du tourisme et la Fondation Genève Tourisme & Congrès, fondation privée reconnue d'utilité publique, les Fêtes de Genève viennent de vivre deux années calamiteuses en raison de lourds déficits. En 2017, les pertes des fêtes, qui ont duré dix jours, ont atteint 3,2 millions, un trou tel qu'il met en péril l'édition 2018 et a conduit au licenciement du directeur général de la Fondation, ainsi que de l'organisateur des Fêtes 2017. C'est dans ce contexte que les habitants de la Ville devront se prononcer sur une initiative intitulée «Pour des Fêtes de Genève plus courtes et plus conviviales», texte soutenu par Ensemble à Gauche (EàG) et un contre-projet du Conseil administratif, ratifié par le Conseil municipal.

Un Barnum commercial

Lancée par Jean Barth, militant déjà connu par ses initiatives victorieuses contre la fumée dans les endroits publics ou contre les chiens dangereux, l'initiative considère globalement que les Fêtes se sont transformées au fil des ans en Barnum commercial et tapageur, loin de leur aspect populaire et convivial des origines. «Il y a les nuisances sonores pour les gens habitant à proximité. Mais tout le canton est impacté. J'ai compté qu'entre le début de l'installation, le démontage et la réfection des pelouses, il y a 90 à 95 jours où l'on ne peut pas profiter du périmètre de la rade, pour pique-niquer ou se promener, à la meilleure période de l'année», confiait-il dans les colonnes du *Matin*. Face à ces désagréments, le texte propose donc de raccourcir la durée de l'événement et que les Fêtes, les pré-Fêtes et leurs annexes (Lake Parade) se déroulent au maximum durant une semaine. L'autre objectif du texte est de rendre la manifestation plus conviviale, en rendant les prix des consommations plus accessible et en faisant la promotion d'artistes locaux et de la diversité culturelle. La tâche de superviser ces engagements serait attribuée à un comité com-



Initiative pour des Fêtes de Genève plus courtes et conviviales prévoit que le Grand feu d'artifice sera maintenu.

YesMerckx

posé de 8 personnes, réunissant des spécialistes et des acteurs représentatifs des activités culturelles en Ville de Genève, ainsi que des représentants des associations de quartier et d'habitants concernés. Le Grand feu d'artifice serait maintenu. Pour finir, l'espace destiné aux forains se tiendrait prioritairement sur la Plaine de Plainpalais

Une durée de 11 jours

Face à cette initiative, les autorités proposent un contre-projet, soutenu par les socialistes, le PDC, le MCG, l'UDC, mais ni par le PLR, qui défend

des fêtes d'une longueur de 17 jours, ni par les Verts. Ces derniers, qui appellent à un double Non, considèrent qu'il faut «repenser plus largement ces Fêtes, voire de lancer une réflexion globale sur les activités estivales à Genève».

Le contre-projet maintient la responsabilité de l'organisation de la manifestation à la Fondation Genève Tourisme & Congrès. Il garde aussi le feu d'artifice, tout en limitant la durée des Fêtes à 11 jours, afin de permettre de générer des revenus suffisants pour l'organisateur. La manifestation estivale doit aussi être «conviviale», s'adresser aux Genevois, à la région et aux touristes, «tout en limitant les nuisances pour les riverains».

Pour sa part, Ensemble à Gauche refuse le contre-projet: «Il n'est qu'un léger remaniement de la situation actuelle et n'est pas suffisant pour sortir du gigantisme et de la grosse machinerie des fêtes, qui perturbent les quartiers. Il faut vraiment organiser une fête à visage humain», tranchait Tobia Schnebli, conseiller municipal d'EàG sur les ondes de Radio Lac. ■

JDR

No Billag = no radios, no télévisions, no culture, no sport, no infos = le néant!

OPINION • Président de la société cantonale vaudoise de radio et télévision (SRT Vaud), membre du Comité vaudois du NON à NoBillag et ancien député POP au Grand Conseil vaudois, Marc Oran alerte sur les conséquences d'un oui à No Billag.

En citant nommément une entreprise qui a mauvaise presse puisqu'elle prélève pour le compte de la Confédération la redevance radio-tv avec des moyens de contrôle et de coercition peu appréciés, les auteurs de l'initiative No Billag s'attaquent en fait à un ensemble de médias offrant une grande diversité à la fois nationale et régionale, à la liberté d'expression défendue sur le plan suisse par 60 chaînes et sur le plan romand par 19 chaînes.

Le texte de l'initiative fédérale modifie l'art. 93 de la Constitution fédérale en supprimant toute redevance ou tout subventionnement public à l'égard des 60 chaînes de radio et de tv, publiques et privées, nationales et régionales, ne leur laissant plus que la publicité (pour autant qu'elle existe toujours) comme moyen de financement. Les difficultés grandissantes pour trouver de la publicité expliquent malheureusement la disparition d'un grand nombre de titres de journaux (*L'Hebdo*, la version papier du *Matin*, etc.).

4000 emplois romands menacés

La redevance permet de financer à hauteur de 25 à 75% le budget des 19 chaînes romandes et sa suppression causerait la perte de 13'500 emplois sur

le plan national et de 4'000 emplois sur le plan romand. Ceci représente 1'600 places de travail à la RTSR, 300 postes supprimés dans les radios et tv régionales ainsi que quelque 2'000 dans les entreprises qui collaborent avec ces médias, soit autant de ménages touchés par le chômage.

La disparition des places de travail s'accompagnerait de l'appauvrissement de la diversité régionale des médias de la Suisse. La couverture de l'actualité et des réalités régionales tant par les chaînes publiques nationales (Couleurs locales à la RTS) que régionales (La Télé VD-FR, à Radio Chablais, etc.) serait appelée à disparaître.

Enfin, rappelons que, selon une enquête Démoscope réalisée en 2016, 94% de la population romande de 15 ans et plus regarde ou écoute ou consulte la RTS radio, tv ou sur Internet. Une autre enquête réalisée par Média-pulse en 2017 signale que les chaînes radios de la SSR sont consultées chaque jour par 915'000 personnes, les radios régionales par 781'000 personnes, les chaînes tv de la SSR par 892'000 personnes et enfin les tv régionales par 311'000 personnes.

Voici clairement ce que l'initiative dite «NoBillag» nous ferait perdre en cas

d'acceptation par la double majorité du peuple et des cantons.

La porte ouverte à une manipulation des magnats de la presse

Et pour compenser cette perte, l'auditeur-télé spectateur suisse, privé de ses 60 chaînes, devrait s'abonner à des chaînes privées de radio et de tv dont le montant, pour un minimum de programmes, coûterait au moins 1'000 francs par année soit environ trois fois plus que la redevance officielle prévue de 365 francs par année (1 franc par jour) dès le 1^{er} janvier 2019.

Ce serait un désert médiatique où des médias appartenant au groupe de Christoph Blocher constitueraient des oasis. Avec l'arrivée également de médias étrangers notamment français, allemands et italiens (avec Berlusconi). En lieu et place des prestations visant la diversité et l'objectivité des médias publics et régionaux actuels, les auditeurs et téléspectateurs suisses seraient réduits à des choix de médias manipulés et subjectifs par des magnats de la presse et de l'économie. Voilà ce que veut obtenir No Billag! Le 4 mars 2018, il nous faut donc voter résolument NON à NoBillag! ■

Marc Oran

Le Jura fait la guerre au Roundup



Le Jura va faire usage de son droit d'initiative cantonale pour demander l'interdiction du glyphosate sur tout le territoire suisse. Une motion de la députée Eric Hennequin du groupe Verts et CS-POP allant en ce sens a été adoptée par le Parlement jurassien cette semaine, et soutenue par le Gouvernement. Le ministre de l'économie Jacques Gerber a expliqué à la radio jurassienne RFJ que «le Gouvernement avait pris les mesures possibles au niveau cantonal pour diminuer l'utilisation de ces produits. Il a notamment mis en place une campagne auprès des agriculteurs et des jardiniers et demandé aux vendeurs de retirer volontairement le produit des rayons». 900 paraphes demandant aux responsables politiques d'appliquer le principe de précaution et donc d'interdire le glyphosate ont également été déposés à la Chancellerie d'Etat par le collectif Stop Roundup. ■

Red.

GAUCHEBDO

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Christophe Grand, président cgd@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jm@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

IMPRESSUM

Abonnements
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
079 686 79 37
CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont